



Jeudi 15 août 2024



## Présidentielle du 7 septembre : la campagne électorale démarre jeudi



La campagne électorale pour la Présidentielle prévue le 7 septembre, débutera jeudi et se poursuivra jusqu'au 3 septembre prochain, période durant laquelle les trois candidats en lice détailleront leurs programmes électoraux respectifs pour tenter de convaincre les citoyens de voter pour eux.

Durant ces vingt jours de campagne, les trois candidats en lice, à savoir M. Aouchiche Youcef pour le Front des forces socialistes (FFS), M. Tebboune Abdelmadjid en tant que candidat indépendant et M. Hassani Cherif Abdelaali pour le Mouvement de la société pour la paix (MSP), tenteront de convaincre les citoyens avec leurs programmes électoraux pour recueillir leurs suffrages à ce scrutin présidentiel, et ce, à travers un discours électoral encadré par les règles et mécanismes prévus dans la loi organique relative au régime électoral. Selon ces règles, tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination, et l'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale est interdite, de même que l'utilisation, à des fins de propagande

électorale, des biens ou moyens d'une personne morale publique ou privée, institution ou organisme publics.

L'utilisation des lieux de culte, des institutions et administrations publiques, ainsi que des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, quelle que soit leur nature ou appartenance, est interdite, de même que l'usage malveillant des attributs de l'Etat.

En revanche, tout candidat bénéficie d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés, la durée des émissions accordées étant égale pour chacun des candidats.

Il convient de rappeler ici que le tirage au sort pour la répartition des tranches horaires allouées aux interventions des candidats au titre de l'expression directe sur les médias audiovisuels publics, a eu lieu, samedi dernier, sous la supervision du président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, les candidats bénéficiant d'un temps de parole de six (6) minutes pour chaque intervention.

L'ANIE avait auparavant publié un arrêté fixant les modalités et procédures d'accès aux médias audiovisuels et de couverture médiatique des activités des candidats à la Présidentielle. L'arrêté concerne tous les médias audiovisuels publics et privés de droit algérien disposant d'une autorisation légale, de même que les autres médias audiovisuels privés, dont les programmes sont diffusés légalement depuis l'Algérie, y compris l'activité audiovisuelle en ligne.

L'arrêté fixe également les modalités de couverture médiatique des activités des candidats à la Présidentielle par la presse écrite et la presse électronique, ainsi que la publicité des candidatures via les réseaux sociaux.

Selon cet arrêté, les médias sont tenus d'assurer une couverture équitable et objective, de garantir le droit de réponse, de respecter les principes d'impartialité et d'honnêteté et de vérifier les informations relayées.

L'arrêté insiste aussi sur le respect du silence électoral trois (3) jours avant la date du scrutin, rappelant que la publication et la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs et les cotes de popularité des candidats sont interdites soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin sur le territoire national et cinq (5) jours avant la date du scrutin pour la communauté nationale établie à l'étranger.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la loi exige de chaque candidat le respect des règles juridiques régissant le financement de la campagne électorale.

Au terme de sa réunion, début août, la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale avait rappelé ces règles, qui visent à garantir la légitimité et la transparence du financement de la campagne et de faciliter l'examen et le contrôle de ses dépenses.

Ces règles stipulent que chaque candidat est tenu d'ouvrir un compte de campagne électorale et de désigner un trésorier de campagne électorale, qui est tenu de transmettre les coordonnées du compte bancaire à la Commission de contrôle du financement de la campagne électorale.

La campagne électorale est financée au moyen de ressources provenant de la contribution des partis politiques, de l'apport personnel du candidat et des dons en numéraire ou en nature provenant des citoyens personnes physiques.

Ces règles interdisent à tout candidat de recevoir, d'une manière directe ou indirecte, des dons en espèce, en nature ou toute autre contribution, quelle

qu'en soit la forme, provenant d'un Etat étranger ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère.

Pour assurer le bon déroulement de la campagne électorale, l'ANIE, à travers ses délégations dans les wilayas, a mis à disposition tous les moyens matériels et logistiques et pris toutes les dispositions concernant l'organisation des meetings, l'affichage et la publicité.

De leur côté, les candidats ont finalisé les préparatifs, procédé à l'installation de toutes les structures et coordinations relevant de leurs directions de campagne et attendent de pouvoir convaincre les citoyens avec leurs programmes électoraux respectifs qu'ils pourront détailler dès jeudi.



### **Réunion du Gouvernement : examen de décrets exécutifs et d'exposés relatifs à plusieurs secteurs**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale et à l'examen de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des douanes et de la pêche ainsi que d'autres dossiers, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 14 août 2024, une réunion du Gouvernement consacrée, en exécution des directives de Monsieur le Président de la République, à l'examen des préparatifs de la prochaine rentrée sociale 2024-2025, à travers les différentes procédures et mesures proactives ayant été prises par les différents secteurs concernés afin d'assurer les meilleures conditions de la rentrée scolaire, pour les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que la rentrée universitaire et de la formation et de l'enseignement professionnels.

Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, qui vise la révision du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et ce, en vue de renforcer la gouvernance douanière et d'accompagner les évolutions du commerce extérieur, ainsi que son adaptation aux évolutions économiques internationales.

Le Gouvernement a également examiné un décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, visant à promouvoir les produits de la pêche et développer la pêche en haute mer.

Enfin, le Gouvernement a examiné un certain nombre de mesures relatives au suivi de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt, décidé par Monsieur le Président de la République, notamment dans sa partie relative au développement du réseau routier, et a également entendu une communication, dans le cadre de la politique de transition énergétique, sur les stations-services de recharge de batteries pour voitures électriques visant une transition progressive vers la mobilité électrique".

## **Startup : installation du nouveau DG de l'ASF**

Le nouveau directeur général (DG) du Fonds algérien des start-up (Algerian Startup Fund -ASF), M. Rahabi Anis, a été installé, mercredi à Alger, en remplacement de M. Hachani Okba, qui a occupé le poste entre 2022 et 2024, a indiqué un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé la cérémonie d'installation, durant laquelle il a affirmé que le nouveau DG jouit "d'une grande expérience dans la gestion des relations avec les entreprises multinationales et les établissements financiers, où il a occupé plusieurs postes de responsabilité". Diplômé de l'Université britannique de Nottingham, M. Rahabi a débuté sa carrière professionnelle dans le secteur bancaire, où "il a travaillé au sein de plusieurs banques internationales, telles que HSBC et Citibank, et assumé des postes de responsabilité dans la gestion des relations et le développement des affaires".

Il dispose, également d'"une profonde expertise dans les services bancaires pour entreprises, l'investissement, le commerce international et le financement durable", note la même source, ajoutant que M. Rahabi "a été superviseur et maître de conférences à l'Ecole supérieure des banques (ESB)".



## **Réunion du Gouvernement : Plusieurs secteurs examinés**

Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, qui vise la révision du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane. Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, aujourd'hui, une réunion du Gouvernement consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale et à l'examen de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des douanes et de la pêche ainsi que d'autres dossiers, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 14 août 2024, une réunion du Gouvernement consacrée, en exécution des directives de Monsieur le Président de la République, à l'examen des préparatifs de la prochaine rentrée sociale 2024-2025, à travers les différentes procédures et mesures proactives ayant été prises par les différents secteurs concernés afin d'assurer les meilleures conditions de la rentrée scolaire, pour les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que la rentrée universitaire et de la formation et de l'enseignement professionnels . Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises

en détail, qui vise la révision du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et ce, en vue de renforcer la gouvernance douanière et d'accompagner les évolutions du commerce extérieur, ainsi que son adaptation aux évolutions économiques internationales . Le Gouvernement a également examiné un décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, visant à promouvoir les produits de la pêche et développer la pêche en haute mer. Enfin, le Gouvernement a examiné un certain nombre de mesures relatives au suivi de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt , décidé par Monsieur le Président de la République, notamment dans sa partie relative au développement du réseau routier, et a également entendu une communication, dans le cadre de la politique de transition énergétique, sur les stations-services de recharge de batteries pour voitures électriques visant une transition progressive vers la mobilité électrique".



## **Le quinquennat du président tebboune Réformes, réalisations, engagements**

Presque cinq années se sont écoulées depuis l'accession de Tebboune à la présidence de la République algérienne, en décembre 2019. Que dire de ce premier mandat, pour le moins, périlleux, marqué par des défis difficiles et traversés par des crises exogènes mondiales récurrentes ?

Tebboune n'a pas été gâté par les circonstances internationales, notamment. À peine entamé, le mandat est confronté à des difficultés majeures, en plus de la résurgence d'une grave pandémie mondiale dévastatrice, à tous points de vue. Un contexte, pour le moins, handicapant pour un Président qui entame son quinquennat, censé être celui de la relance économique et de la refondation de l'État.

Les marqueurs de l'économie nationale mettaient, alors, en exergue des dysfonctionnements majeurs et des signaux d'alerte dangereux quant à l'état de santé de l'appareil économique en général. Cela, à commencer par des réserves de change insignifiantes et des pratiques économiques douteuses et mafieuses.

La scène politique était aussi animée par un Hirak valeureux, avec lequel il fallait composer, puisqu'une multitude de revendications et d'aspirations, somme toute, légitimes étaient dressées. Sur le plan social, nombre de paris difficiles étaient sur la table du nouveau locataire d'El-Mouradia. En somme, et pour situer les faits dans leur contexte réel, l'accession de Tebboune à la tête de la magistrature suprême n'a pas été de tout repos, ni une partie de plaisir pour cet ancien cadre de l'Algérie qui a longtemps cheminé à travers les institutions et les rouages de l'État. Déjà, le mandat commence très mal pour Tebboune qui avait gagé sur les précieux premiers mois pour mettre en orbite son projet national. La pandémie de la Covid-19 est déclarée

à travers toute la planète, y compris en Algérie. Les mesures de confinement, de fermeture des frontières, de protection des populations et de garanties de subsistance des citoyens constituent une première épreuve à surmonter et à prendre en charge convenablement. C'est le premier réel test du nouveau Président. 2019 s'achève alors et débute celle de 2020, sur fond de grands défis à relever et des problèmes à la pelle à régler, tant sur le plan de la sécurité sanitaire et médicale que sur le plan social, sans oublier la machine économique touchée de plein fouet par les retombées mondiales de la pandémie. Et comme un malheur ne vient jamais seul, le Président est testé positif au coronavirus et sera transféré de l'hôpital militaire de Aïn Naâdja vers un hôpital à Berlin, en Allemagne, en octobre 2020. Débute alors une longue période de suspense, de suspicions et d'attente prolongée suite à une évacuation du nouveau président de la République dans un hôpital en Allemagne où il passera deux mois entre soins et convalescence. Le retour du Président en Allemagne pour des soins programmés, en janvier 2021, fait le bonheur des fauteurs de troubles et des officines étrangères, en complicité avec des relais locaux. L'objectif étant de rajouter au climat de suspicion et d'incertitude politique qui prévalait alors. Mais ce fût une entreprise éphémère. Les Algériens prendront la mesure de la valeur de l'homme aux commandes tout au long de la difficile période de la pandémie du coronavirus. Le management de la crise sanitaire supervisé personnellement par le Président a permis d'éviter le pire, comme il a profité à la réalisation d'exploits majeurs. En plus des aspects médicaux, notamment les approvisionnements en médicaments, en oxygène et en matériels divers, le Président a réussi le pari de gérer les retombées socio-économiques de la Covid-19, comme l'exonération des salaires inférieurs à 30 000 DA de l'Impôt sur le revenu global (IRG) et son abaissement pour les autres catégories salariales, sans oublier les revalorisations du Salaire national minimum garanti (SNMG). Les salaires en Algérie ont été revus à la hausse pour la troisième fois de suite avec un taux d'augmentation de 32% pour un taux d'inflation de 9%. La création d'une indemnité de chômage au profit de plus de 2 millions de jeunes et la titularisation de milliers de jeunes travailleurs des dispositifs d'insertion sont quelques mesures édictées alors. Des indemnités sont également annoncées alors pour nombre de catégories professionnelles touchées de plein fouet par la pandémie.

### **Un homme de dialogue**

À peine rentré au pays, le Président est déjà aux affaires. Visiblement d'appoint, il s'attaquera d'abord aux aspects politiques de la crise qui persistait toujours. De larges consultations sont alors organisées par le Président qui recevra des panels diversifiés de personnalités nationales, tels l'ancien président Zeroual, Rahabi et d'autres encore. Des associations nationales, des syndicats officiels et d'autres autonomes dont celui des journalistes, des organisations nationales, des partis politiques... sont alors invités à formuler des propositions et sont consultés au sujet de la nouvelle mouture de la nouvelle Loi fondamentale. Tebboune annonce son style de travail et affiche sa disponibilité à se concerter autour des grandes questions nationales. C'est un homme rompu aux vertus du dialogue et de la concertation qui s'adresse désormais aux Algériens.

La feuille de route du Président est dévoilée au grand jour, annonçant le recours à la voie constitutionnelle du changement comme matrice fondamentale de la nouvelle République. Une réforme majeure et globale de l'État est alors annoncée et mise en route, à travers l'ensemble des démembrements et des institutions de la République. Pour ce faire, la nouvelle Constitution est soumise à référendum, impliquant des transformations et des mutations historiques des institutions de l'État et de leur mode de gouvernance. La nouvelle Constitution a été la rampe de lancement de l'ensemble des réformes énoncées dans les 54 engagements du Président, et engagées dans le pays tout au long de ce premier mandat.

### **Une nouvelle constitution**

La promulgation de la nouvelle Constitution, en 2020, allait sceller une transformation radicale des moeurs et des procédés de gestion, à travers une mise en conformité institutionnelle et législative graduelle, encore de mise à nos jours. La nouvelle Constitution donne lieu à une série de promulgations de lois organiques et de lois de mise en conformité institutionnelle, synonyme de renouveau. Des institutions nouvelles sont alors mises en place rapidement, tels les deux organes consultatifs dont le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC). Il y a aussi la Cour constitutionnelle qui vient remplacer le Conseil constitutionnel, ainsi que la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption qui est également installée dans le but de «consacrer les principes de transparence, d'intégrité et de bonne gouvernance ainsi que le renforcement des fondements de l'État de droit et de justice». La vision du Président se cristallise avec la mise en place de ces instruments destinés à renforcer les «fondements d'un État fort de ses institutions et adossé sur les principes de moralisation de la vie publique, la consécration de l'indépendance de la justice, tout en veillant à mettre la gestion des affaires publiques à l'abri du pouvoir de l'argent». L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) est constitutionnalisée et participe, de ce fait, à l'édifice national de démocratisation de la vie publique.

### **Le chantier économique, un challenge majeur**

De manière globale, les deux premières années du premier mandat du président Tebboune ont été consacrées, d'abord, au renouvellement et au parachèvement des institutions constitutionnelles, avec l'organisation, en novembre 2020, d'un référendum sur la Constitution, qui sera suivi d'élections législatives, ensuite locales et de wilayas. Il fallait également combler la vacance du tiers présidentiel au Sénat durant cette même période. Bien plus qu'une simple conception formelle des institutions, cette vision repose sur la nécessité d'instaurer les équilibres indispensables à une refondation globale de l'appareil de l'État et de son mode de gouvernance. Un mode de gouvernance qu'il fallait, coûte que coûte, réformer en priorité et en toute urgence. L'année 2022 sera consacrée à la mise en branle gigantesque des chantiers déjà échafaudés en 2021. Un nouveau Président, un nouveau gouvernement et une nouvelle majorité parlementaire sont alors en fonction. Chiffres du FMI et de la Banque mondiale à l'appui, pour la première fois depuis 20 ans, la valeur des exportations hors hydrocarbures a atteint 3,2 milliards

de dollars en 2021. En 2022, année consacrée économique par excellence, la valeur des exportations hors hydrocarbures, fruits d'une diversification économique graduelle, atteindra le volume historique de 7 milliards de dollars. Le double du volume de l'année 2021, en moins de deux années seulement. La croissance économique qui était établie à 3,6% en 2022, avant d'enregistrer une croissance de 4,1% en 2023. La croissance en 2024 devra totaliser des niveaux records, selon des prévisions diverses. Pour ce qui est des réserves de changes, elles s'approchent des 70 milliards de dollars, en un laps de temps record, faut-t-il le noter. Sur le plan de l'agriculture, l'Algérie, sur la voie de la sécurité alimentaire, a enregistré une production agricole de 34,5 milliards de dollars fin 2022, l'équivalent de 17% du PIB, alors que la contribution prévisionnelle du secteur industriel au PIB devrait augmenter à au moins 10% d'ici 2024-2025. Pour ce qui du secteur de l'énergie, un programme de 3000 Mwc a été lancé en énergie solaire photovoltaïque. Pour ce qui est de la production du gaz et du pétrole, le pays est leader continental et européen, en même temps. L'Algérie nouvelle est, désormais, en marche.



### **Réunion du Gouvernement : Examen de décrets exécutifs et d'exposés relatifs à plusieurs secteurs**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale et à l'examen de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des douanes et de la pêche ainsi que d'autres dossiers, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 14 août 2024, une réunion du Gouvernement consacrée, en exécution des directives de Monsieur le Président de la République, à l'examen des préparatifs de la prochaine rentrée sociale 2024-2025, à travers les différentes procédures et mesures proactives ayant été prises par les différents secteurs concernés afin d'assurer les meilleures conditions de la rentrée scolaire, pour les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que la rentrée universitaire et de la formation et de l'enseignement professionnels.

Par ailleurs, le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail, qui vise la révision du cadre réglementaire régissant la profession du commissionnaire en douane, et ce, en vue de renforcer la gouvernance douanière et d'accompagner les évolutions du commerce extérieur, ainsi que son adaptation aux évolutions économiques internationales.

Le Gouvernement a également examiné un décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, visant à promouvoir les produits de la pêche et développer la pêche en haute mer.



Enfin, le Gouvernement a examiné un certain nombre de mesures relatives au suivi de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Tissemsilt, décidé par Monsieur le Président de la République, notamment dans sa partie relative au développement du réseau routier, et a également entendu une communication, dans le cadre de la politique de transition énergétique, sur les stations-services de recharge de batteries pour voitures électriques visant une transition progressive vers la mobilité électrique".



### Financement des start-up : Plaidoyer pour la création d'un fonds islamique

La finance islamique voit son importance se confirmer jour après jour. En témoignent des chiffres probants. L'encours des dépôts relevant de ce compartiment s'élevait à 680,1 milliards de dinars en 2023 contre 554,8 milliards à fin 2022. Une croissance de 22,6 % est enregistrée en une année. L'encours global, affirme Chabane Assad fondateur du cabinet Finabi conseil, « a connu une hausse et affiche un montant de 458,5 milliards de dinars à fin 2023, soit une augmentation de 16,4 % par rapport à l'année 2022 où l'encours s'est chiffré à 393,9 milliards de dinars ». Certes, les banques comptent sur « l'émission des Sukkuks pour employer ces ressources islamiques oisives mais nous estimons que ces ressources financières doivent financer l'économie et non le déficit budgétaire ». Ainsi, face à cette situation, FINABI Conseil propose la création d'un fonds d'investissement de ces 221 milliards de dinars pour financer les start-up (Moudaraba) et les PME (Moucharaka) ». Avec l'expertise des banques islamiques en matière d'analyse et de gestion des entreprises, affirment Zaïd Hizia et Derrardja Nazim, enseignants à l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, « les start-up financées par ces banques sont vouées à la réussite et au développement ». Selon les universitaires, les fonds dédiés au développement des start-up « s'avèrent insuffisants pour répondre aux besoins de l'ensemble des entrepreneurs ». En effet, la finance islamique représentée par les banques islamiques « peut être une alternative de financement pour les start-up, donc la finance islamique propose plusieurs produits qui peuvent être en adéquation avec le besoin des entrepreneurs ». Les deux produits qui se rapprochent le plus aux besoins des start-up sont le Moucharaka et la Moudharaba. La première stipule qu'un contrat de partenariat s'établit entre les deux parties à savoir : l'entrepreneur et la banque. Ces deux derniers peuvent partager non seulement le capital investi, mais même la gestion de la start-up ainsi que le partage des pertes et des profits. Une autre alternative aux entrepreneurs de financer leurs start-up par des financements conformes à la charia est par la Moudharaba. Ce type de financement stipule que la banque islamique participe au projet de la start-up par la mobilisation des fonds en qualité de « bailleur de fonds » ou encore « Rab el mal » et l'entrepreneur. Ces deux types de financement, indiquent les universitaires, « vont non seulement permettre le développement desdites start-up mais aussi permettre aux fonds mis en place par le gouvernement de se focaliser sur certains projets entrant dans sa politique de développement ».

## Algérie : Des Réserves de Change en Pleine Croissance à la Fin de 2023

Les réserves de change de l'Algérie connaissent une montée en flèche à la fin de l'année 2023, un phénomène en grande partie attribuable à la hausse des cours des hydrocarbures. Cette croissance remarquable, qui reflète une amélioration significative des indicateurs économiques, souligne l'importance continue du secteur pétrolier pour l'économie algérienne.

### ***Une Croissance Impressionnante :***

L'Algérie a été témoin d'une croissance impressionnante de ses réserves de change en 2023. Selon les estimations de la Banque d'Algérie, ces réserves devraient atteindre 85 milliards de dollars à la fin de l'année. Cette augmentation substantielle de près de 24 milliards de dollars par rapport à la fin de 2022, où les réserves s'élevaient à 60,99 milliards de dollars, est un signe positif pour l'économie algérienne.

### ***La Hausse des Prix du Pétrole :***

La principale raison de cette croissance est la montée des prix du pétrole, qui représentent près de 94% des exportations algériennes. En moyenne, le prix du baril de pétrole a atteint environ 83 dollars en 2023, soutenu par un excédent de la balance commerciale. Cette augmentation a eu un impact direct sur les réserves de change du pays, renforçant ainsi sa position économique.

### ***Le Redressement du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) :***

Un indicateur notable de l'amélioration de la situation économique en Algérie est le redressement du Fonds de Régulation des Recettes (FRR). Ce fonds a enregistré un résultat positif sans précédent depuis une décennie, atteignant son plus haut niveau à la fin de 2022, selon les estimations de la Banque d'Algérie. Les disponibilités du FRR ont été estimées à 8,2295 milliards de dinars algériens fin 2022, l'équivalent de 17,18 milliards de dollars, marquant ainsi un tournant significatif dans la gestion financière du pays.

Le FRR est financé grâce aux excédents enregistrés dans la taxe pétrolière prévue dans la Loi de finances de 2022. Avec le prix de référence du pétrole fixé à 60 dollars le baril dans la loi de finances de 2023, le prix moyen du pétrole algérien a été estimé à 83,97 dollars le baril, contribuant ainsi au redressement continu du FRR en 2023.

### **Une Tendance Haussière Maintenu :**

Les réserves de change en Algérie ont connu une croissance constante au cours de l'année 2023. Entre fin décembre 2022 et fin mars 2023, elles ont augmenté d'environ 5,15 milliards de dollars en seulement trois mois. Cette tendance haussière s'est poursuivie tout au long de l'année grâce au maintien des prix du pétrole à un niveau élevé sur le marché mondial.

Selon les prévisions des experts, confirmées par le président du Sénat en septembre dernier, le montant des réserves de change devrait atteindre environ 85 milliards de dollars d'ici la fin de 2023. Cette croissance soutenue est un signe positif pour l'Algérie, mais elle met également en lumière la nécessité de diversifier l'économie afin de réduire sa dépendance continue à l'égard des hydrocarbures.

### **Une Économie en Mutation :**

L'Algérie continue de s'appuyer sur le secteur pétrolier pour soutenir sa croissance économique, mais les réserves de change en hausse offrent une marge de manœuvre supplémentaire pour diversifier l'économie et investir dans d'autres secteurs. Cette période de mutation économique est cruciale pour l'avenir du pays, et les autorités algériennes devront faire preuve de prudence et de vision pour saisir les opportunités qui se présentent. La croissance des réserves de change est un pas dans la bonne direction, mais la route vers une économie plus stable et diversifiée est encore longue



### **Cours de Change en Algérie : Marché Officiel vs. Marché Informel, les Disparités Expliquées**

La question des taux de change est au cœur des préoccupations économiques en Algérie, et ce 26 décembre ne fait pas exception. Les cours de change du dinar algérien par rapport aux principales devises étrangères sont surveillés de près par les citoyens et les acteurs économiques. Alors que les marchés officiels et informels coexistent, les disparités entre les deux sont évidentes et ont un impact sur la vie quotidienne des Algériens.

### **Les Taux de Change Officiels :**

Selon les cotations commerciales de la Banque d'Algérie pour la période allant du 25 au 27 décembre 2023, l'euro a débuté avec un taux d'achat de 147.65 DA par unité et un taux de vente de 147.69 DA. Le dollar américain, quant à lui, affiche un taux d'achat de 134.11 DA et un taux de vente de 134.12 DA, selon ces données officielles.

Ces chiffres officiels fournissent également des indications sur d'autres monnaies étrangères. La livre sterling britannique se situe à un taux d'achat de 170.23 DA et à un taux de 170.31 DA pour la vente, signalant une légère tendance à la hausse. Le dollar canadien observe également une légère ascension, s'établissant à 101.14 DA pour l'achat et à 101.21 DA pour la vente.

Ces données sont cruciales pour comprendre les dynamiques monétaires actuelles à la Banque d'Algérie.

### ***Le Marché Informel : Les Disparités Expliquées :***

Cependant, une analyse des données du marché informel révèle des variations significatives. Les revendeurs de devises opérant dans ces milieux proposent l'euro à l'achat à 235.00 DA et à la vente à 237.00 DA. La monnaie européenne maintient ainsi sa valeur au-dessus de la barre symbolique des 230.00 DA, après avoir connu une légère augmentation au cours de cette semaine.

En ce qui concerne le dollar américain, les taux s'établissent à 218.00 DA pour l'achat et à 220.00 DA pour la vente sur le marché noir du Square Port Saïd à Alger. Pour la livre sterling britannique, les cambistes du marché informel ont fixé des tarifs à 265.00 DA pour l'achat et à 267.00 DA pour la vente. Quant au dollar canadien, les cambistes du marché parallèle proposent des taux à 155.00 DA pour l'achat et à 157.00 DA pour la vente.

Ces données mettent en lumière des disparités marquées entre les marchés officiels et informels, impactant les valeurs des devises étrangères. Pour mieux comprendre ces différences, il est essentiel de se pencher sur les facteurs qui influencent le marché parallèle.

### ***Facteurs qui Influencent sur le Marché Informel :***

Plusieurs facteurs contribuent aux écarts de taux de change entre le marché officiel et le marché informel en Algérie. L'un des principaux facteurs est la demande et l'offre de devises étrangères. Le marché informel est souvent alimenté par une demande importante de devises étrangères, notamment l'euro et le dollar américain, en raison des besoins des importateurs et de la population.

Le contrôle des changes mis en place par le gouvernement algérien limite l'accès aux devises étrangères sur le marché officiel, ce qui crée une demande croissante sur le marché parallèle. Les restrictions imposées par les autorités pour freiner la fuite des capitaux contribuent également à l'écart entre les deux marchés.

De plus, l'incertitude économique, les préoccupations quant à la stabilité du dinar, et les variations des prix du pétrole, qui ont un impact direct sur les réserves de change du pays, sont autant de facteurs qui poussent les Algériens à se tourner vers le marché informel pour s'assurer l'accès aux devises étrangères.

### ***Les Effets sur la Population et l'Économie :***

Les disparités entre les marchés officiels et informels ont des implications importantes pour la population algérienne et l'économie du pays. Tout d'abord, les Algériens qui ont besoin de devises étrangères pour des voyages à l'étranger, l'achat de biens importés, ou d'autres transactions internationales, sont confrontés à des taux de change moins avantageux sur le marché informel, ce qui peut avoir un impact sur leur pouvoir d'achat.

De plus, les entreprises qui dépendent d'importations ou qui sont engagées dans des transactions internationales sont également touchées par les taux de change divergents, ce qui peut augmenter leurs coûts opérationnels.

En fin de compte, les disparités entre les marchés officiels et informels reflètent les défis économiques auxquels est confrontée l'Algérie. Le gouvernement algérien cherche à stabiliser le dinar et à atténuer les pressions inflationnistes, mais les différences persistantes entre les taux de change montrent que ces défis demeurent.

### ***Les Défis de l'Économie Algérienne :***

En conclusion, la question des taux de change en Algérie est complexe et multifactorielle. Les disparités entre les marchés officiels et informels reflètent les défis économiques auxquels est confronté le pays, notamment la demande croissante de devises étrangères, les restrictions de change et l'incertitude économique.

Il est essentiel de suivre de près l'évolution des taux de change, qu'ils soient officiels ou informels, car ils ont un impact direct sur la vie quotidienne des Algériens et sur l'économie du pays dans son ensemble. En attendant, les résidents et les entreprises devront continuer à naviguer dans ce paysage économique complexe et à s'adapter aux réalités changeantes de la monnaie nationale.



### **Abdelmadjid Tebboune : Bilan de Quatre Ans au Pouvoir et Perspectives d'un Second Mandat**

Dans un discours prononcé devant le Parlement ce lundi 25 décembre, le président Abdelmadjid Tebboune a dressé un bilan positif de ses quatre années au pouvoir en Algérie et a évoqué la possibilité d'un second mandat.

Dans cette allocution de près d'une heure et demie, Tebboune a abordé un large éventail de sujets, de la transformation économique aux défis politiques, en passant par les réalisations sociales. Cette première prise de parole devant le Parlement depuis 1977 a été l'occasion de mettre en avant les avancées du pays et de répondre aux attentes de la population.

### ***Un Nouveau Départ pour l'Algérie :***

Le discours du président Tebboune s'est ouvert sur un rappel des conditions difficiles qui prévalaient dans le pays avant le début de son mandat. L'Algérie était alors confrontée à un pouvoir absent et à des citoyens désespérés. Le président a également rappelé certaines déclarations désobligeantes de son prédécesseur au poste de Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui avait déclaré que l'État n'avait pas les moyens de payer les fonctionnaires.

Malgré ces défis initiaux, Tebboune a affirmé que l'Algérie avait entrepris une transformation majeure au cours de ses quatre années au pouvoir. Il a mis en avant des réalisations économiques significatives, notamment l'augmentation des exportations hors hydrocarbures, qui sont passées de 1,8 milliard de dollars à 7 milliards de dollars en 2022. L'Algérie a également lancé d'ambitieux projets miniers, tels que l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet et celui de phosphate de Tébessa.

### ***La Vision Économique d'Abdelmadjid Tebboune :***

Le président Tebboune a insisté sur la diversification de l'économie algérienne comme un pilier central de sa vision. La promulgation d'une nouvelle loi sur l'investissement vise à garantir la stabilité et la sécurité juridiques, tout en marquant une rupture avec les pratiques du passé. L'accent a également été mis sur la numérisation, un chantier qui devrait être achevé au cours du premier semestre de 2024.

La croissance économique de l'Algérie, prévue à 4,2 % selon la Banque mondiale, dépasse la moyenne européenne de 2,5 %. Tebboune a souligné que l'Algérie avait fait d'énormes progrès dans l'industrie et l'exportation, se préparant à exporter 5 millions de tonnes de produits sidérurgiques en 2024. Cette dynamique économique a été renforcée par une approche résolue visant à moraliser la vie publique et à mettre en œuvre des réformes institutionnelles.

### ***Justice Sociale et Égalité :***

Le président Tebboune a également mis en lumière son engagement en faveur de la justice sociale et de l'égalité. Il a rappelé les mesures sociales prises au cours des quatre dernières années, notamment l'abattement de l'Impôt sur le Revenu Global (IRG) pour les bas salaires, l'augmentation du Salaire National Minimum Garanti (SNMG) et des salaires des fonctionnaires, ainsi que la mise en place d'une allocation chômage bénéficiant à 2,1 millions de jeunes chômeurs.

Les zones d'ombre du pays ont également été une préoccupation majeure de Tebboune. Il a affirmé que tous les Algériens, des régions les plus reculées aux centres urbains, méritent de vivre dignement. Les programmes destinés à améliorer les conditions de vie dans les zones défavorisées ont été exécutés à 80 %. Le président a souligné que des responsables locaux avaient été révoqués en raison de défaillances dans la mise en œuvre de ces programmes.

### ***Un Pays en Pleine Transformation :***

Le bilan de Tebboune se conclut sur une note optimiste. L'Algérie se porte mieux qu'auparavant, avec des réserves de change atteignant 70 milliards de dollars. Le président a également révélé que l'État avait récupéré l'équivalent de 30 milliards de dollars d'argent détourné, avec la coopération de pays européens pour la restitution de fonds sur leur territoire.

En somme, le président Tebboune a démontré dans son discours que l'Algérie est en train de vivre une transformation significative sur le plan économique, social et politique. Il a laissé entendre que cette dynamique se poursuivra, ce qui laisse présager une période passionnante pour l'Algérie à l'aube de son second mandat potentiel. Reste à voir comment les attentes de la population se traduiront dans les urnes, mais une chose est certaine : l'Algérie est en mouvement.

## Le corps électoral en chiffres

La révision exceptionnelle des listes électorales, effectuée du 12 et 27 juin dernier en prévision des élections présidentielles du 7 septembre prochain, fait état d'un nombre global de 24. 351. 551 d'électeurs.

La constitution du corps électoral au niveau national présente 23 486 061 électeurs avec 481 108 nouvelles inscriptions et 259 767 radiations. Concernant les Algériens établies à l'étranger, les statistiques exposées par Kamel Laaba, membre de la commission de l'informatique au niveau de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), mettent en avant un nombre d'électeurs de 865.490 avec 16.639 inscrits et 30.030 radiations.

### ***Alger, Sétif et Oran sur le podium :***

Selon la répartition par genre et par âge, les statistiques se rapprochent que ce soit en interne qu'à l'extérieur du pays. Le nombre d'inscrit d'homme est de 53% au niveau national alors qu'il est de 55% concernant la diaspora installée à l'étranger. Idem pour les femmes qui représentent une inscription de 47% en Algérie et 45 % à l'étranger. Par rapport au facteur âge, il est à noter que les électeurs qui ont plus de 40 ans sont respectivement de 64% au niveau national et 84,57 à l'étranger.

Pour la catégorie des moins de 40 ans, elle se distingue par un taux de 36% pour les résidents et 15,43% pour les non résidents. Passant à la répartition géographique, le représentant de l'ANIE a mis en avant que 300 000 électeurs sont inscrits aux niveaux du Sud et des Hauts Plateaux. D'après ces chiffres, 3 wilayas à savoir Alger, Sétif et Oran se placent au podium par rapport aux nombres d'électeurs qui oscillent entre 1 million (1.000.000) et 1.905.000. Celles-ci sont suivies par les deux wilayas Tlemcen et Chlef, en l'occurrence qui enregistrent un nombre entre 701.000 et 750.000 électeurs.

### ***23 wilayas ont un corps électoral de moins de 300 000 électeurs :***

Par ailleurs, 14 wilayas présentent un nombre d'inscrits entre 501.000 et 700 .000 électeurs alors que le nombre dans 16 autres se situe entre 300 000 et 500 000 électeurs. Enfin, 23 wilayas ont un corps électoral de moins de 300 000 électeurs. La particularité cette année réside d'après le représentant de l'ANIE dans le recours massive au numérique, soulignant que 79 .394 demandes d'inscription, 17035 demandes de copie de carte d'électeur, 5052 demandes de changement de résidence et 210115 demande d'inscription nouvelle ont été effectuée via l'internet.

Un taux de 87 % d'utilisation d'internet a été fait par des électeurs de moins de 40 ans. Un fait marquant , selon Kamel LAABA , 9.971 ont été inscrits pour la première fois via le net en 2024. Pour ce qui est de l'encadrement, l'Anie mobilise 457016 représentants avec 500 000 nouveaux inscrits pour garantir le bon déroulement des élections présidentielles en interne et en externe. A l'étranger, l'ANIE a mis en place 117 instances d'encadrement et de contrôle dont 18 en France , 30 dans le reste de l'Europe, 22 dans les pays

arabes, 21 au niveau de l'Afrique et 26 dans le reste du monde (Asie et Amérique).

## Le Chiffre d'Affaires



### Évolution du dinar face à la devise

Au marché noir, l'euro se négocie à 239.00 DA à l'achat et à 241.00 DA à la vente. Alors que le dollar américain se négocie, quant à lui, à 220.00 DA à l'achat et à 222.00 DA la vente.

Et le dinar tunisien se fixe à 69.00 DA à l'achat et à 71.00 DA à la vente, tandis que le dollar canadien s'annonce à 158.00 DA à l'achat et à 160.00 DA à la vente.

Cependant, au niveau de la Banque d'Algérie, l'euro s'affiche à 146.81 DA à l'achat et à 146.84 DA à la vente. Aussi, le dollar américain s'annonce à 134.48 DA à l'achat et à 134.49 DA à la vente.

Tandis que le dinar tunisien à 43.32 DA à l'achat à 43.75 DA à la vente. De son côté, le dollar canadien se présente à 97.88 DA à l'achat et à 97.90 DA à la vente.

## Le Chiffre d'Affaires

### Les préparatifs de la prochaine rentrée sociale sur la table du Premier ministre

Le Premier ministre, Nadir Laarbaoui, préside une réunion du Gouvernement. La réunion est réservée pour les préparatifs qui concernent la prochaine rentrée sociale.

La réunion gouvernementale a discuté du décret exécutif concernant les personnes disposées à la déclaration détaillée des marchandises. Le but de ce décret est la révision du cadre organisationnel des déclarant en douane.

Le Gouvernement traite les mesures qui concernent les mesures de suivi du projet complémentaire de développement de la wilaya de Tamanrasset.



## Produits d'entretien : L'italien Idrobase produira en Algérie

Le groupe Idrobase, société italienne spécialisée dans tous les domaines de l'eau à haute pression, a lancé un ambitieux projet d'expansion dans les régions d'Afrique du Nord, précisément en Algérie et en Libye. Cette initiative, qui vise à renforcer la délocalisation des entreprises italiennes dans les pays méditerranéens, est conforme aux objectifs stratégiques du « Plan Mattei ». Avec un modèle commercial innovant qui intègre la production sous licence et franchisée, Idrobase travaillera avec des partenaires locaux pour assembler des machines de haute technologie sur place, tout en maintenant la marque et le savoir-faire de la société mère italienne. Bruno Ferrarese, copropriétaire du groupe Idrobase, souligne que cette stratégie n'est pas une délocalisation traditionnelle, mais une initiative visant à stimuler la croissance de l'emploi et la production locale. L'Algérie est le premier objectif de cette nouvelle stratégie commerciale, axée sur les nettoyeurs à haute pression, les nébuliseurs et les détergents.



## Algérie : La BAD prévoit un PIB en hausse de 4 % en 2024 et 3,7% en 2025

La reprise économique se conforte en Algérie et le produit intérieur brut (PIB) qui a augmenté de 3,6 % en 2022 et de 4,2 % en 2023, devrait être de 4,0 % en 2024 et 3,7 % en 2025, selon le Rapport pays 2024 du Groupe de la Banque africaine de développement qui sera officiellement présenté à la mi-septembre à Alger.

Selon le rapport, la croissance économique de l'Algérie est soutenue par les secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de la construction et des services. L'évolution de l'emploi montre une migration vers le secteur des services au détriment de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, souligne le rapport qui indique que la structure du PIB n'a cependant pas fondamentalement changé et le pays devrait approfondir les réformes pour accélérer la transformation structurelle de son économie. « La réforme de l'architecture financière mondiale constitue une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner le développement d'autres pays d'Afrique dans leur programme de développement », a déclaré M. Lassaad Lachaal, responsable-pays de la Banque africaine de développement pour l'Algérie. La réforme de l'architecture financière internationale peut constituer une occasion pour l'Algérie de se positionner en pays donateur pour accompagner les programmes de développement d'autres pays en Afrique, précise le rapport. L'Algérie a rejoint en 2023, le groupe de donateurs qui contribuent au cycle de financement du Fonds africain de développement, au titre du FAD-16. Le pays qui a par ailleurs alloué une enveloppe d'un milliard de dollars pour financer

des projets de développement en Afrique, aura toutefois besoin de ressources supplémentaires pour soutenir les actions en faveur de la préservation du climat et les initiatives de croissance verte. À court terme, les ressources financières additionnelles pour la transformation structurelle de l'Algérie pourraient provenir d'une amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et d'un renforcement de la soutenabilité des finances publiques, souligne le document. Le rapport destiné à approfondir le dialogue politique sur les performances et les perspectives macroéconomiques et à servir d'outil indispensable aux décideurs politiques, aux gouvernements et aux partenaires de développement, sera officiellement présenté aux responsables gouvernementaux, au secteur privé, aux partenaires techniques et financiers, aux chercheurs et universitaires, ainsi qu'aux médias à la mi-septembre 2024, au siège local de la Banque à Alger. Le thème du rapport est aligné à celui du rapport continental 2024 des Perspectives économiques en Afrique intitulé : « Impulser la transformation de l'Afrique par la réforme de l'architecture financière mondiale »



### **Rahabi Anis, nouveau directeur général du Fonds algérien des start-up**

Le nouveau directeur général (DG) du Fonds algérien des start-up (Algerian Startup Fund -ASF), M. Rahabi Anis, a été installé, mercredi à Alger, en remplacement de M. Hachani Okba, qui a occupé le poste entre 2022 et 2024, a indiqué un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a présidé la cérémonie d'installation, durant laquelle il a affirmé que le nouveau DG jouit « d'une grande expérience dans la gestion des relations avec les entreprises multinationales et les établissements financiers, où il a occupé plusieurs postes de responsabilité ». Diplômé de l'Université britannique de Nottingham, M. Rahabi a débuté sa carrière professionnelle dans le secteur bancaire, où « il a travaillé au sein de plusieurs banques internationales, telles que HSBC et Citibank, et assumé des postes de responsabilité dans la gestion des relations et le développement des affaires ».

Il dispose, également d'une profonde expertise dans les services bancaires pour entreprises, l'investissement, le commerce international et le financement durable », note la même source, ajoutant que M. Rahabi « a été superviseur et maître de conférences à l'Ecole supérieure des banques (ESB) ».

## Commerce intra-africain : Quarante milliards de dollars d'investissements d' Afreximank prévus d'ici 2026

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a indiqué dans un communiqué qu'elle prévoit de porter son financement du commerce intra-africain à 40 milliards de dollars, d'ici 2026 contre 20 milliards en 2021.

Pour le vice-président exécutif de l'institution en charge de la Global Trade Bank, Haytham ElMaayergi, «la Banque travaille également en partenariat avec le secrétariat de la ZLECAf et la Commission de l'Union africaine (CUA) pour assurer une mise en œuvre réussie du Système panafricain de paiement et de règlement, de l'Africa Trade Gateway et du Régime collaboratif africain de garantie de transit d'Afreximbank».

Institution panafricaine dédiée au financement et à la promotion du commerce intra et extra-africain, Afreximbank accorde des financements aux organismes publics, aux investisseurs privés et institutionnels africains ainsi qu'à des entreprises non africaines ayant des activités commerciales sur le continent.



## Secteur financier et bancaire : Légère baisse des incidents de paiements

Les incidents de paiements bancaires, liés surtout aux émissions de chèques sans provision, ont connu une légère baisse de l'ordre de 1% en valeur, selon les derniers bilans publiés par la banque d'Algérie (BA). L'évolution de l'activité de centralisation des incidents de paiement, évaluée à travers les données déclarées à la centrale des impayés durant l'exercice 2023 par rapport à 2022, montre que les incidents de paiement «ont diminué de 1,0% en valeur», bien qu'ayant augmenté de 0,6% en nombre, indique ainsi la banque centrale à travers son tout dernier rapport annuel. En 2023, ces incidents, révèle l'institution monétaire, ont concerné un total de 42.082 chèques correspondant à 101,49 milliards de dinars, contre 41.896 chèques d'une valeur de 102,55 milliards de dinars en 2022.

A cet égard, la BA explique que les fichiers des incidents de paiement et des interdictions de chéquiers gérés par la centrale des impayés «constituent les pièces maîtresses du volet afférent à la prévention et à la lutte contre l'émission de chèques sans provision, dans la mesure où préalablement à toute délivrance de chéquiers à leurs clients, les banques, le trésor public et les services financiers d'Algérie Poste sont tenus de consulter cette centrale». Dans ce même contexte, la banque des banques souligne que le nombre d'interdictions de chéquiers, déclarées à la centrale des impayés, «a connu une tendance croissante, passant de 9343 à fin 2022 à 12.660 à fin 2023, soit une progression de 35,5%». Le nombre de comptes ayant enregistré des incidents de paiement sur chèques durant l'exercice écoulé était, quant à lui, de l'ordre de 34.442, relève la BA, en précisant qu'en application des dispositions

relatives à la prévention et à la lutte contre l'émission de chèques sans provision et suite aux demandes formulées par les établissements déclarants, 292 interdictions de chéquier ont été annulées ou levées, contre 263 en 2022, soit une augmentation de 11,0%. En outre, note la même institution, «le rapprochement des données générées par le système de télécompensation interbancaire des paiements de masse (ATCI) avec celles déclarées à la centrale des impayés révèle l'existence de 45.836 chèques rejetés en télécompensation durant l'exercice 2023, pour défaut de provision (contre 42.082 chèques déclarés à cette centrale pour le même motif), ce qui représente un taux de déclaration de 91,8%, contre 85% durant l'exercice 2022», relève-t-elle. En termes de montants, fait ressortir par ailleurs le même bilan, 73% du total des chèques rejetés déclarés à la centrale des impayés durant l'exercice écoulé portent sur des sommes supérieures à 50.000 DA, alors que la répartition par secteur juridique «montre que 88,8% des incidents de paiement enregistrés, soit 37.385, sont imputables au secteur privé (particuliers, professionnels et entreprises), contre 4697, soit 11,2% pour le secteur public». A souligner qu'à travers son rapport annuel sur les évolutions économiques et monétaire du pays, la banque d'Algérie, qui fait office d'autorité de supervision du système bancaire national, constate que «l'utilisation des moyens de paiement classiques (chèques et effets de commerce) semble régresser d'année en année», tandis que ceux «de nature essentiellement électronique (virements, prélèvements et transactions par cartes) confortent, de mieux en mieux, leur dominance en volume sur le marché des paiements».



### Pétrole : le Brent à plus de 81 dollars

Les cours du pétrole gagnaient du terrain mercredi, poussés par le risque géopolitique, et les premières données hebdomadaires sur les stocks américains.

Ce matin, le prix du baril de **Brent de la mer du Nord**, pour livraison en octobre, montait de 0,62% à 81,19 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, prenait 0,66%, à 78,87 dollars.

Les cours du pétrole sont « tributaires des préoccupations géopolitiques », commentent des analystes.



### Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie : les prévisions optimistes de la banque africaine de développement (BAD) pour 2024 et 2025

L'économie algérienne se porte de mieux en mieux de l'avis de plusieurs institutions financières nationales et internationales. En effet, après la Banque d'Algérie qui a évoqué une « évolution positive » de la conjoncture macroéconomique en Algérie, c'est au tour de la banque Africaine de

développement (BAD) de mettre en avant plusieurs aspects positifs de cette économie.

« La reprise économique se conforte en Algérie et le produit intérieur brut, qui a augmenté de 3,6 % en 2022 et de 4,2 % en 2023, devrait être de 4,0 % en 2024 et de 3,7 % en 2025 », peut-on lire dans le Rapport pays 2024 du Groupe de la Banque africaine de développement qui sera officiellement présenté à la mi-septembre à Alger.

## Les Enjeux *Eco*

### Avec seulement 122,8 milliards DA d'actifs: L'activité des établissements financiers demeure faible

Comparativement aux années précédentes, l'activité des établissements financiers demeure encore faible, a indiqué la Banque d'Algérie dans son dernier rapport annuel de 2023 sur l'évolution économique et monétaire. L'évolution du total de leurs actifs, à fin 2023, a enregistré une croissance appréciable de 12,7 % contre une baisse de 2,8 % une année auparavant, passant ainsi de 109,0 milliards à fin 2022 à 122,8 milliards de dinars à fin 2023. En effet, le faible développement de l'activité de distribution de crédit des établissements financiers est lié à leurs ressources limitées puisqu'ils ne collectent pas de dépôts auprès du public, explique la BA.

A ce titre, les ressources des établissements financiers à fin 2023, se composent des fonds propres qui s'établissent à 61,8 milliards de dinars, dont 52,5 milliards de dinars en capital social et 9,3 milliards en réserves.

S'agissant des emprunts, ils sont passés de 12,4 milliards à fin 2022 à 13,9 milliards de dinars à fin 2023. Le total des crédits des établissements financiers est passé de 66,2 milliards de dinars à fin 2022 à 73,7 milliards de dinars à fin 2023, correspondant à un accroissement appréciable de 11,3 % contre un recul de 1 % une année auparavant, ajoute la même source. Dans le détail, les établissements financiers privés ont contribué à hauteur de 82,3 % à la hausse des crédits contre une contribution de 17,7 % pour les établissements financiers publics. Par ailleurs, les crédits accordés aux entreprises privées, à fin 2023, ont enregistré une hausse de 10,5 %, un rythme moins élevé que celui de l'année précédente (25,7 %) et représentent 96,2 % du total des crédits.

La quasi-totalité de ces crédits sont accordés sous forme de crédit-bail, soit 66,2 milliards de dinars dont 39,6 milliards de crédit-bail mobilier et 26,6 milliards de crédit-bail-immobilier. De même, les crédits aux entreprises publiques ont augmenté de 3,7 % en 2023 contre une forte baisse de 26,6 % en 2022. Cependant, leur niveau par rapport au total des crédits accordés par les établissements financiers demeure très faible, soit une part de 3,7 %, conclut la même source.

## Intelligence artificielle Mis en place d'une stratégie nationale

Le numérique et l'intelligence artificielle (IA) révolutionnent rapidement la société algérienne, comme le reste du monde. Dans ce contexte, l'Algérie est consciente de l'importance de cet outil. C'est pourquoi elle a mis en place une stratégie nationale en matière d'IA pour tirer parti de cette technologie tout en gérant les défis associés. C'est ce qu'a indiqué le directeur du Centre de développement des technologies avancées (CTDA), Mohammed Traiche, qui a souligné le grand intérêt accordé par les autorités aux nouvelles technologies. « Le gouvernement porte beaucoup d'intérêt aux nouvelles technologies. Une stratégie nationale est en cours de développement et va être élaborée par un comité national spécialisé », a-t-il précisé, hier, lors de son passage à la Radio nationale, ajoutant que cette dernière va être accompagnée, nécessairement, par l'adoption de la technologie de la 5 G, voire la 6 G.

Traiche a indiqué que cette stratégie est déclinée en sept phases, qui se réalisent parallèlement ou successivement jusqu'à atteindre les objectifs prévus. Elle englobe aussi un ensemble d'objectifs qui doivent inclure tous les secteurs, en sus de l'impératif de faire un état des lieux des capacités déjà existantes, de leur mutualisation et des voies en vue de les renforcer.

A ce propos, le même responsable est revenu sur les actions qui sont en train d'être engagées actuellement en matière d'intelligence artificielle, notamment par les secteurs de l'enseignement supérieur, des télécommunications, de l'éducation nationale, de l'industrie et de la santé. « Ce sont des secteurs pilotes dans lesquels on veut intégrer l'usage de l'IA, et le recours à cet outil dans ces secteurs sera remarquablement bénéfique », a-t-il expliqué.

Il a également indiqué que ces secteurs pilotes vont servir d'exemple pour le reste des secteurs, qui vont éventuellement intégrer l'IA dans leurs systèmes, après avoir mis en place les infrastructures conformes et nécessaires.

« Il faut assurer l'accès aux technologies dans les meilleurs délais afin de renforcer davantage notre position par rapport à d'autres pays », a préconisé M. Traiche, qui est intervenu hier sur les ondes de la Radio nationale.

Pour ce faire, « nous n'avons que le choix de compter sur nous-mêmes, nos atouts, nos potentiels et nos ressources naturelles et humaines, en se focalisant sur l'élément de la formation qualifiante », a précisé le directeur du CTDA.

Concernant la formation en la matière, M. Traiche a rappelé les cinq écoles qui ont été créées au niveau de Sidi Abdallah, insistant sur l'importance de garder les ingénieurs algériens. « Mon établissement est déjà chargé d'accompagner ces écoles et nous recevons, pratiquement plusieurs fois pendant l'année, des étudiants en stage. Ils sont très réactifs et enthousiastes pour ces nouvelles technologies », a-t-il fait savoir, saluant les efforts des étudiants par rapport à la réalisation des projets, la création d'entreprises, de start-up, en sus de leur grande conscience concernant les problématiques sociétales.

## L'Algérie s'équipe massivement pour une école numérique

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a annoncé jeudi depuis Mostaganem que 1 700 écoles primaires supplémentaires seront équipées de matériel numérique lors de la rentrée scolaire 2024-2025. Cela portera à 5 000 le nombre total d'écoles primaires équipées à travers le pays. Intervenant lors de la conférence nationale de mise en œuvre du plan opérationnel de la rentrée, M. Belaabed a souligné que « cette année verra la dotation de 1 700 écoles primaires en tablettes numériques ». Ce nouvel équipement massif s'inscrit dans la stratégie gouvernementale visant à généraliser le numérique dans l'éducation.

« Le nombre d'écoles équipées en ce genre de matériel au niveau national atteindra 5 000 écoles primaires », s'est félicité le ministre, soulignant les efforts consentis pour moderniser les infrastructures scolaires.

Au-delà de l'équipement numérique, le membre du gouvernement a insisté sur la nécessité de doter les établissements scolaires en diverses structures et équipements requis. Il a notamment évoqué le chauffage, le dépistage et le suivi sanitaire, la distribution de manuels scolaires et l'ouverture des cantines dès le premier jour de la rentrée.

Concernant la prime de scolarité de 5 000 dinars algériens (DA) accordée aux familles, le ministre a indiqué que l'opération de distribution a atteint 99% des bénéficiaires, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait ordonné sa remise au moins un mois avant la rentrée.

Sur le plan social et professionnel, M. Belaabed a fait état de nombreuses avancées, dont la promotion de 94 479 fonctionnaires du secteur à des échelons supérieurs, le recrutement de 254 705 salariés, l'insertion de 103 457 personnes dans des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale, ainsi que l'intégration de 62 262 enseignants dans les trois paliers scolaires.

Par ailleurs, 33 818 diplômés des écoles supérieures des enseignants, 13 637 professeurs d'anglais au niveau primaire et 16 212 professeurs d'éducation physique ont été récemment recrutés, le ministre soulignant que les enseignants de langue arabe prenaient auparavant en charge ces matières.

Cette conférence nationale a permis de faire le point sur les préparatifs de la rentrée scolaire 2024-2025 dans les différentes wilayas, d'évaluer l'avancement des opérations de régulation des organisations éducatives et d'informer les parents des décisions prises.



## 184 ألف مليار.. رقم قياسي جديد للدفع الإلكتروني في 182 يوم

كشفت تجمّع النقد الآلي "ساتيم"، الأربعاء، عن حصيلة الدفع الإلكتروني في الجزائر الخاصة بالنصف الأول لسنة 2024، والتي كانت قياسية مقارنة بالسنوات الماضية، حيث عادت بالنسبة للدفع عبر الأنترنت 2025 مليار سنتيم، وشملت فواتير الهاتف والأنترنت والمبيعات والمستلزمات الرياضية والترفيه وخدمات أخرى. وبالنسبة للدفع عبر البطاقات البنبنكية والبطاقات "الذهبية"، فقد حققت 180 ألف مليار سنتيم في حين بلغت بالنسبة للدفع

عبر أجهزة الدفع متعدّدة الأطراف 2012 مليار سنتيم، أي بإجمالي تحويلات ومدفوعات إلكترونية بقيمة 184 ألف مليار في انتظار عرض الحويلة الخاصة بالدفع عبر الهاتف النقال. وبالموازاة مع ذلك، بلغ العدد الإجمالي لأجهزة الصرف الآلي البنينكية العاملة 3875 جهاز إلى غاية شهر جوان المنصرم مع مساع لرفع عدد هذه الأجهزة بشكل كبير قبل نهاية السنة، وبلغ العدد الإجمالي لمحطات الدفع الإلكتروني 50 ألف و600 محطة لدى التجار والفضاءات الكبرى عبر الوطن. وبأتي ذلك في وقت يحضّر بنك الجزائر للترخيص باعتماد نمطين جديدين للدفع الإلكتروني خلال سنة 2024، وهما الدفع الفوري الذي سيشيخ تحويل المبالغ بين الدافع والمتلقي والبنوك في 10 ثوان، إضافة إلى مشروع المفتاح المتواجد لدى تجمّع النقد الآلي من خلال منصة عبر الهاتف المحمول توقّر جميع حلول الدفع عبر الهاتف من خلال المنصة الخاصة بالبنوك وتتضمن قابليتها للتشغيل البيئي، وستتيح هذه الحلول اعتماد وسائل دفع أكثر حداثة وأقل تكلفة. وكان بنك الجزائر، عبر تقريره الأخير الخاص بالتطور الاقتصادي والنقدي الصادر الأسبوع المنصرم، اطلعت عليه “الشروق”، قد أكد أن نظام المقاسة الإلكترونية للمدفوعات الخاصة بالجمهور العريض خلال سنة 2023 سجّلت ما يعادل 75 مليون عملية دفع، بقيمة قدرها 22 ألف و958 مليار دينار، أي بارتفاع كبير بلغ 35.6 بالمائة سنة 2023 مقارنة بسنة 2022.

وكانت المعاملات باستعمال البطاقات والتحويلات المعالجة من طرف نظام المقاصة الإلكترونية في هذا الصدد ويتعلق الأمر بالتحويلات والاقطاعات والمعاملات عبر البطاقات تدعم أكثر فأكثر هيمنتها في سوق الدفع، على عكس الوسائل الورقية الكلاسيكية كالكسوك والأوراق التجارية التي يتبين تراجع استعمالها من سنة لأخرى. وبالمقابل، ارتفعت قيمة الكسوك التي تمت مقاصتها إلكترونيا في 2023 بواقع 19 ألف و444 مليار دينار من قيمة إجمالية لمقاصة قدرها 22 ألف و958 مليار دينار أي 84.71 بالمائة. ومثلت السنة الماضية عمليات السحب النقدي عبر أجهزة الصرف الآلي 85.3 بالمائة من الحجم الإجمالي لمعاملات الدفع الإلكتروني بين المصارف، و93.1 بالمائة من قيمتها الإجمالية مما يعكس الاتجاه الواضح لحاملي البطاقات لتفضيل استخدام النقد على المدفوعات عبر البطاقات.

ومعلوم أن عمليات الدفع عبر المحطّات الإلكترونية قد عرفت ارتفاعا بنسبة 50.5 بالمائة خلال سنة 2023 مقارنة بسنة 2022.



## التحضيرات للدخول الإجتماعي على طاولة اجتماع الحكومة اليوم

ترأس اليوم الاربعاء ، الوزير الأول نذير العريباوي يترأس إجتماعا للحكومة خصص لإستعراض التحضيرات الخاصة بالدخول الإجتماعي القادم. وتناولت الحكومة خلال الاجتماع ، مشروع مرسوم تنفيذي يتعلق بالأشخاص المؤهلين للتصريح المفصل للبضائع، حيث يهدف المرسوم إلى مراجعة الإطار التنظيمي المتعلق بمهنة الوكيل المعتمد لدى الجمارك كما درست الحكومة التدابير المتعلقة بمتابعة تنفيذ البرنامج التكميلي لتنمية ولاية تيسمسيلت



## الدخول الاجتماعي على طاولة الحكومة

ترأس الوزير الأول نذير العريباوي، اليوم الأربعاء، اجتماعا لمجلس الحكومة، الذي خصص لاستعراض التحضيرات الخاصة بالدخول الاجتماعي 2024-2025، وبالتحضيرات الخاصة بظروف الدخول المدرسي، الجامعي والتكوين المهني. ودرس مجلس الحكومة خلال الاجتماع، كيفية بحث مشروع المرسوم التنفيذي المتعلق بالأشخاص المؤهلين للتصريح المفصل للبضائع. كما درست الحكومة الإطار التنظيمي المتعلق بمهنة الوكيل المعتمد لدى الجمارك.



وتناول مجلس الحكومة في الاجتماع دراسة عدد من التدابير المتعلقة بمتابعة تنفيذ البرنامج التكميلي لتنمية ولاية تيسمسيلت الذي أقره رئيس الجمهورية. بالإضافة إلى دراسة البرنامج التكميلي لتنمية الولاية في إطاره الخاص بسياسة الانتقال الطاقوي.

## الشعب

### مخرجات اجتماع الحكومة

ترأس الوزير الأول، نذير العرابوي، اليوم الأربعاء، اجتماعاً للحكومة، خصص تنفيذاً لتوجيهات رئيس الجمهورية، لاستعراض التحضيرات الخاصة بالدخول الاجتماعي القادم 2024-2025، من خلال مختلف الإجراءات والتدابير الاستباقية التي تم اتخاذها من قبل مختلف القطاعات المعنية من أجل ضمان أحسن الظروف للدخول المدرسي وذوي الاحتياجات الخاصة بالإضافة إلى الدخول الجامعي والتكوين المهني.

أوضحت الوزارة الأولى، في بيا، أن الحكومة تناولت بالدراسة والبحث مشروع مرسوم تنفيذي يتعلق بالأشخاص المؤهلين للتصريح المفصل للبضائع، الذي يهدف إلى مراجعة الإطار التنظيمي المتعلق بمهنة الوكيل المعتمد لدى الجمارك، من أجل تعزيز الحوكمة الجمركية ومرافقة التطورات التي تعرفها التجارة الخارجية، فضلا عن تكييفها مع المستجدات الاقتصادية الدولية.

وتدارست الحكومة مرسوم تنفيذي يحدد شروط وكيفيات ممارسة الصيد البحري، من أجل ترقية المنتجات الصيدية و تطوير الصيد في أعالي البحار.

وأشار المصدر، إلى دراسة الحكومة لعدد من التدابير المتعلقة بمتابعة تنفيذ البرنامج التكميلي لتنمية ولاية تيسمسيلت الذي أقره السيد رئيس الجمهورية، لاسيما في شقه المتعلق بتطوير شبكة الطرق، واستمعت إلى عرض، في إطار سياسة الانتقال الطاقوي، حول خدمة محطات شحن البطاريات للسيارات الكهربائية الرامية إلى التوجه التدريجي نحو التنقل الكهربائي.

## الشعب

### خبراء: الإصلاحات المعمقة عززت صلابة الاقتصاد

أشاد خبراء بمستويات الاقتصاد الجزائري في السنوات الأخيرة، ونوهوا بالسياسة المنتهجة من قبل الحكومة الجزائرية، فرغما من السياق الدولي الصّعب، تمكنت الجزائر من فرض نفسها في السوق الدولية، ودخول أسواق لم تكن في السابق متاحة، بالإضافة على دعم الإنتاج المحلي الذي عرف وثبة في الإدماج والصناعة المتكاملة.

أوضح الخبير الاقتصادي، الدكتور فارس هباش أن الاقتصاد الجزائري واجه تحديات عديدة في سياق عالمي معقد ومضطرب، حيث شهدت الأسواق ولا تزال، أزمت حادة في أسعار الطاقة وسلاسل الإمداد، ورغم هذه التحديات، سجلت الجزائر نموا في اقتصادها بفضل بعض القطاعات والميادين التي حسّنت من أدائها وحققّت معدلات نمو عالية، وأكثر استدامة.

### هباش: معدلات النمو العالية تحققت بفضل سياسات حكيمة

ومن أهم مميزات الاقتصاد الجزائري – يقول الدكتور هباش – القدرة على التكيف مع الصدمات الخارجية بفضل صلابة اقتصادها المحلي، وهو ناتج عن السياسة الاقتصادية الجديدة التي اعتمدت فيها كثير من الإجراءات المحكمة، في مقدمتها تعزيز الإنتاج الطاقوي خصوصا الغاز الطبيعي، وتعزز هذا التوجه من خلال اعتماد قانون المحروقات الجديد ابتداء من سنة 2020، وهذا قبل جائحة كورونا، وقبل الأزمة الجيوسياسية، وهو ما مكّن من الحفاظ على القدرات الإنتاجية للجزائر في المجال الطاقوي، وأضاف محدثنا أن هذا القطاع ساهم بشكل كبير في توفير السيولة المالية لدعم التوجهات الاقتصادية الأخرى للحكومة الجزائرية، وما معدل النمو سوى دليل على نجاح الجزائر في تنفيذ سياسات تهدف إلى تنويع الاقتصاد بعيدا عن الاعتماد على النفط والغاز، ورغم أن قطاع الطاقة لا يزال العمود الفقري للاقتصاد الجزائري، إلا أن الجزائر بدأت جني ثمار الاستثمار في قطاعات أخرى استراتيجية خارج قطاع المحروقات، مثل الفلاحة والصناعة والسياحة، ناهيك عما أنتج اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة.

وأشاد محدثنا بسياسة رفع العراقيل التي مكّنت من دخول أكثر من ألف مصنع حيز الخدمة، بعد أن كانت متوقفة بفعل العراقيل البيروقراطية، بالإضافة إلى الاستثمارات الضخمة في الزراعات الاستراتيجية أو في الزراعة الصحراوية، إضافة إلى مشاريع هامة في مجال الطاقات المتجددة.

## تيغرسى: تَدْنِي مستوى التضخم.. استراتيجية محكمة

وأشار الدكتور فارس هباش إلى أن ميدان المؤسسات الناشئة يعتبر حلقة هامة في الاقتصاد اليوم، وتحتل الجزائر – من خلاله – المرتبة الثانية في إفريقيا، بإحصاء 815 مؤسسة ناشئة سمحت للجزائر بالتواجد في الصف الثاني إفريقيا بعد نيجيريا.

وفي السياق، أوضح هباش أن النمو في الاقتصاد مؤشر قوّي على تحسن السياسات المالية والنقدية للجزائر، واستشهد باستفادة الجزائر من إصلاحات هيكلية مثل تحسين كفاءة القطاع العام وتعزيز القدرة التنافسية للاقتصاد، والتقليل من العجز المالي، وهو ما تم بفضل ترسانة القوانين الجديدة التي تم اعتمادها على غرار قانون الاستثمار الجديد، وقانون النقد والقرض، و عدة قوانين أخرى عزّزت الاستثمار في القطاع الصناعي والفلاحي.

ومن جانب آخر، كشف الخبير الاقتصادي عن استفادة الجزائر من الأسواق الإقليمية، حيث ظل التوترات الجيوسياسية والاقتصادية استطاعت الجزائر توسيع نطاق تجارتها مع دول الجوار، وخاصةً الدول الإفريقية، بل حتى مع دول بعيدة من آسيا.

وبالنسبة للقطاع الأكثر تأثرا في نمو الاقتصاد الوطني، عاد محدثنا إلى قطاع الطاقة الذي يعتبر رافدا ممتازا للاقتصاد الوطني، في مواجهة تحديات الأسواق العالمية، والحاجة إلى استثمارات ضخمة للحفاظ على مبدأ التنمية المستدامة، وفي السياق، أشاد هباش بتطوير الجزائر لقدراتها الاستكشافية، ما أكسبها قدرة على البقاء في السوق وتطوير مستوياتها من التصدير والحفاظ على الموثوقية التي تتمتع بها، خاصةً في مجال الغاز الطبيعي.

من جهته، أشاد الخبير الاقتصادي، الدكتور الهوارى تيغرسى، بالاقتصاد الوطني الذي شهد حركية في المراحل السابقة، سواء بمدخيل الموارد الطاقوية والتي تأثرت أسعارها بشكل محسوس بالأزمة الروسية الأوكرانية، وكذلك بالنسبة للزيادات على طلب المنتجات وغلاء الأسعار على مستوى الأسواق الدولية في كافة القطاعات.

وقال تيغرسى إن الحركية الاقتصادية التي تعرفها الجزائر خاصة خارج قطاع المحروقات بلغت مستوى جيدا يشجع على تحقيق هدف الحكومة في الوصول إلى تسعة وعشرين مليار دولار من الصادرات في سنة 2030.

ومن جهة أخرى، أشار تيغرسى إلى أن الاحتياطي الأجنبي الذي تحوزه الجزائر مهم جدا بعد أن قارب 70 مليار دولار، وهو يعطي موثوقية عالية بالنسبة للاستثمار الأجنبي، وبالنسبة لتحويل الشركات في الجزائر، كما يعطي أكثر ضمان للدولة الجزائرية في تعزيز الموثوقية الاقتصادية وتحويل الأرباح بالنسبة للشركات.

وعاد محدثنا إلى سنة 2019 والتي كان فيها احتياطي الصرف في أدنى مستوياته، وهو ما انعكس على الاستثمار الأجنبي المباشر الذي غاب عن البلاد، ولم تسجل فيه ولا استثمار أجنبي مباشر، وأشار تيغرسى إلى وجود أكثر من 150 استثمار أجنبي موجود في الجزائر بالشراكة في عدة قطاعات كالزراعة والري وعديد المجالات التي أبرزت هذا المناخ المهم في الجزائر، بالإضافة إلى التشريعات والقوانين والإصلاحات الموجودة في الجزائر أعطت أكثر موثوقية للاستثمار في الجزائر ولإعطاء حركية اقتصادية للبلاد والانطلاق الفعلي لاستغلال الثروات في البلاد، وأضاف تيغرسى أن هناك أرقام مهمة أصبحت تصدر عن مؤسسات مالية كبرى كالبنك الدولي وصندوق النقد الدولي، وحتى بالنسبة للمؤسسات المالية الإفريقية، يضاف إليها تقرير البنك المحلي، وكلها تقارير تفعل وتبشر باقتصاد قوّي في الجزائر، خصوصا فيما يتعلق بالتضخم الذي تراجع إلى حدود 7.9 بالمائة.

وقال تيغرسى إن هذا التمدد في التضخم يعزّز القدرة الشرائية، ويعزّز العملة والكثير من الاحتياطات الوطنية المستغلة، ويعطي حركية أكبر للاقتصاد الوطني من خلال خفض تكاليف العملية الإنتاجية، وهو ما يمثل مؤشرات مهمة بالنسبة للمراحل القادمة في الوصول إلى أدنى مستوى في التضخم.



## منتدى المستثمرين الجزائريين: مرافقة أزيد عن 500 مستثمر منذ 2021

قام منتدى المستثمرين الجزائريين بمرافقة أزيد عن 500 مستثمر في عدة قطاعات وذلك منذ إنشائه سنة 2021 إلى غاية الساعة، حسبما أكده يوم الأربعاء بسكيكدة محمد نذير حزايمية رئيس هذا المنتدى.

و أوضح السيد حزايمية في كلمته خلال ملتقى حول الاستثمار بولاية سكيكدة أن "المنتدى استمع منذ إنشائه سنة 2021 إلى انشغالات المستثمرين وقام بمرافقة أزيد عن 500 منهم وساهم في تجسيد استثماراتهم".

وأضاف ذات المسؤول بالمناسبة أن "المنتدى رافق هؤلاء المستثمرين من خلال المساهمة في حل المشاكل و العراقيل التي اعترضت سبيلهم".

من جهته أشاد مدير الصناعة لولاية سكيكدة شريف درواز في كلمته بالمناسبة بالمجهودات المبذولة من طرف السلطات المحلية لأجل رفع العراقيل و القيود عن المشاريع الاستثمارية العالقة حيث تم منذ سنة 2021 رفع العراقيل عن 20 مشروعا كان عالقا لأسباب مختلفة وتم منح أصحابها رخص استغلال نهائية ساهمت في خلق أكثر من 1000 منصب عمل.